

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N° 0800233

M. Vincent RONSE

M. Cabon
Rapporteur

M. Souteyrand
Rapporteur public

Audience du 17 novembre 2009
Lecture du 31 décembre 2009

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Montpellier,

(1^{ère} chambre)

Vu la requête, enregistrée au greffe le 14 janvier 2008 par télécopie, sous le numéro 0800233, et régularisée par la production d'un original comportant une signature manuscrite le 15 janvier 2008, présentée pour M. Vincent RONSE, demeurant Molenaarsstraat 111/54 à Gand en Belgique, par Maître Jean-Luc Maillot, avocat au barreau de Montpellier ; M. RONSE demande au tribunal :

- d'annuler l'arrêté en date du 13 novembre 2007 par lequel le préfet de l'Hérault a délivré à la société Compagnie du Vent un permis de construire portant sur l'édification d'un parc éolien de 13 aérogénérateurs sur le plateau de Cabalas à Joncels ;
 - de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;
-

Vu l'ordonnance en date du 27 avril 2009, fixant la clôture d'instruction au 4 juin 2009 ;

Vu l'ordonnance en date du 10 juin 2009, ordonnant la réouverture de l'instruction et fixant la clôture au 15 septembre 2009 ;

Vu l'ordonnance en date du 30 septembre 2009, ordonnant la réouverture de l'instruction ;

Vu la décision attaquée ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code forestier ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 17 décembre 2009 :

- le rapport de M. Cabon, conseiller ;
- les conclusions de M. Souteyrand, rapporteur public ;
- les observations de Me Maillot, pour M. RONSE ;
- les observations de M. Durand, de la direction départementale de l'équipement, pour le préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault ;
- les observations de Me Cambus, pour la Compagnie du Vent ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

Considérant qu'aux termes de l'article L.133-2 du code forestier : «Toute coupe, dans les bois de l'Etat, non réglée par un aménagement doit être autorisée par décision spéciale du ministre, à peine de nullité des ventes, sauf recours éventuel des acquéreurs contre les fonctionnaires ou agents qui auraient ordonné ou autorisé ces coupes.» ; que le projet litigieux est situé pour partie sur trois parcelles cadastrées section E n^{os} 212, 213 et 214, situées dans la forêt domaniale des Monts d'Orb ; que la société Compagnie du Vent avait joint au dossier de demande du permis de construire litigieux une convention avec l'Office national des forêts précisant à sa page 4, d'une part, que les parcelles en question appartiennent bien à l'Etat et, d'autre part, que l'Office national des forêts demandera l'autorisation du ministre à compter de la signature de la convention ; que, dans ces conditions, dès lors qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'impose que l'autorisation prévue à l'article L.133-2 du code forestier soit obtenue au stade de la demande de permis de construire, le moyen tiré de ce que, à défaut d'une telle autorisation, le dossier de demande du permis de construire litigieux serait incomplet, doit être écarté ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.122-3 du code de l'environnement : «I- Le contenu de l'étude d'impact doit être en relation avec l'importance des travaux et aménagements projetés et avec leurs incidences prévisibles sur l'environnement. II. - L'étude d'impact présente successivement : 1° Une analyse de l'état initial du site et de son environnement, portant notamment sur les richesses naturelles et les espaces naturels agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, affectés par les aménagements ou ouvrages ; 2° Une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents du projet sur l'environnement, et en particulier sur la faune et la flore, les sites et paysages, le sol, l'eau, l'air, le climat, les milieux naturels et les équilibres biologiques, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité du voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique ; 3° Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu ; 4° Les mesures envisagées par le maître de l'ouvrage ou le pétitionnaire pour supprimer, réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ; 5° Une analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation ; 6° Pour les infrastructures de transport, l'étude d'impact comprend en outre une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ainsi qu'une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter. III. - Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci fait l'objet d'un résumé non technique. IV. - Lorsque la totalité des travaux prévus au programme est réalisée de manière simultanée, l'étude d'impact doit porter sur l'ensemble du programme. Lorsque la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact de chacune des phases de l'opération doit comporter une appréciation des impacts de l'ensemble du programme. V. - Des arrêtés interministériels peuvent préciser pour certaines catégories d'ouvrages le contenu des dispositions qui précèdent.» ;

Considérant que l'étude d'impact du dossier soumis à enquête publique comporte un volet paysager, qui présente une carte des zones de visibilité ainsi que, page 184, une description des différents villages desquels les éoliennes sont visibles dont il ressort que le hameau des Cabrièrettes est visuellement affecté par le projet litigieux ; que ce volet paysager comporte de nombreux photomontages correspondant aux différents points de vue reportés sur la carte susmentionnée, dont certains correspondent à des sites remarquables, comme l'abbaye de Joncels ; que, dans ces conditions, la seule circonstance que l'étude d'impact ne comporte pas de montage photographique faisant apparaître le hameau des Cabrièrettes, dès lors que l'intérêt particulier dudit hameau et du site dans lequel il se trouve ne ressort pas des pièces du dossier, n'est pas de nature à faire regarder comme insuffisante l'étude d'impact du projet litigieux ;

Considérant qu'ainsi que le soutiennent les requérants, de nombreux parcs éoliens sont installés ou en projet dans le secteur d'implantation du projet litigieux ; que l'étude d'impact du projet litigieux, qui en vertu des dispositions précitées de l'article R.122-3 du code de l'environnement n'étudie l'impact que du seul projet qu'elle concerne, comprend toutefois un chapitre intitulé «covoisibilité avec d'autres parcs éoliens», et une carte des zones de visibilité faisant apparaître les parcs éoliens du Mas de Naï et de Plo de Cambre ; que, dans ces conditions, le moyen tiré de l'insuffisance de l'étude d'impact, qui n'avait pas à étudier l'impact cumulé du projet litigieux avec un autre parc éolien encore à l'état de projet, porté par un maître d'ouvrage distinct, sur le plateau de Cap Espigne, doit donc être écarté ;

Considérant que l'étude d'impact présente à la page 143 les deux variantes du projet de parc éoliens qui sont étudiées et retient la variante A, comportant 13 aérogénérateurs, compte-tenu de la plus grande puissance produite et également pour des raisons liées à la protection paysagère ; que, par suite, M. RONSE n'est pas fondé à soutenir que les dispositions précitées du 3° de l'article R.122-3 du code de l'environnement seraient méconnues par l'arrêté contesté ;

Considérant qu'ainsi que le soutient M. RONSE, l'avis de la direction régionale de l'environnement, qui est favorable au projet litigieux, souligne l'insuffisance de l'étude d'impact s'agissant des effets du projet en cause sur les chiroptères ; que si le requérant fait valoir que l'étude d'impact ne mentionne pas l'existence de deux sites natura 2000 situés à moins de 9 kilomètres des éoliennes et ne comporte pas d'étude de l'impact de la signalisation lumineuse dont seront dotées les éoliennes, sur les chauves souris, ladite étude, à partir de la page 61, jusqu'à la page 67, mentionne clairement la présence de chiroptères dans le secteur d'implantation des éoliennes en litige mais conclut à une faible présence de ces derniers sur le terrain d'assiette, notamment en raison de la force du vent à cet endroit ; que cette étude précise également qu'une espèce de chiroptères dont la population décline, le petit rhinolphe, est peu impacté par les éoliennes en raison de son vol à basse altitude ; que, par suite, l'étude d'impact, qui, contrairement à ce que soutient M. RONSE, n'est pas trop succincte, démontre l'absence d'impact sur les colonies de chiroptères dont la présence est révélée ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.421-2 du code de l'urbanisme : «A. Le dossier joint à la demande de permis de construire comporte : (...) 5° Deux documents photographiques au moins permettant de situer le terrain respectivement dans le paysage proche et lointain et d'apprécier la place qu'il y occupe (...)» ; que le dossier de demande de permis de construire comprend un volet paysager comportant six documents photographiques conformes aux dispositions précitées alors même qu'aucune photographie ne fait apparaître le hameau des Cabriérettes ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.424-4 du code de l'urbanisme : «Lorsque la décision autorise un projet soumis à étude d'impact, elle est accompagnée d'un document comportant les informations prévues à l'article L.122-1 du code de l'environnement.» ; qu'aux termes de l'article L.122-1 du code de l'environnement : «(...) Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L.11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et L.126-1 du présent code relatives à la motivation des déclarations d'utilité publique et des déclarations de projet, lorsqu'une décision d'octroi ou de refus de l'autorisation concernant le projet soumis à l'étude d'impact a été prise, l'autorité compétente en informe le public et, sous réserve du secret de la défense nationale, met à sa disposition les informations suivantes : la teneur de la décision et les conditions dont celle-ci est le cas échéant assortie ; les motifs qui ont fondé la décision ; les lieux où peuvent être consultées l'étude d'impact ainsi que, le cas échéant, les principales mesures destinées à éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs importants du projet.» ; que les dispositions de l'article L.122-1 du code de l'environnement auxquelles fait référence l'article L.424-4 du code de l'urbanisme, qui exigent que l'auteur de la décision, une fois cette dernière prise, porte à la connaissance du public une information supplémentaire explicitant les motifs et les considérations qui l'ont fondée, ne sauraient être interprétées comme imposant une motivation en la forme de la décision qui serait une condition de légalité de cette dernière ; que, par suite, la circonstance que les informations prévues par les dispositions précitées de l'article L.122-1 du code de l'environnement n'aient pas été jointes à la décision contestée est sans incidence sur la légalité de cette dernière ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.111-14 du code de l'urbanisme : «En dehors des parties urbanisées des communes, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation ou sa destination : a) A favoriser une urbanisation dispersée incompatible avec la vocation des espaces naturels environnants, en particulier lorsque ceux-ci sont peu équipés (...)» ; qu'aux termes de l'article L.145-3 du code de l'urbanisme : «III. - Sous réserve de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension limitée des constructions existantes et de la réalisation d'installations ou d'équipements publics incompatibles avec le voisinage des zones habitées, l'urbanisation doit se réaliser en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants (...) Les dispositions du premier alinéa ne s'appliquent pas dans les cas suivants : (...) c) Dans les communes ou parties de commune qui ne sont pas couvertes par un plan local d'urbanisme ou une carte communale, des constructions qui ne sont pas situées en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants peuvent être autorisées, dans les conditions définies au 4° de l'article L.111-1-2, si la commune ne subit pas de pression foncière due au développement démographique ou à la construction de résidences secondaires et si la dérogation envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux I et II.(...)» ; que ces dispositions ne sont applicables qu'aux opérations d'urbanisation ; que la réalisation d'un parc éolien eu égard à ses caractéristiques techniques et à sa destination, ne constitue pas une opération d'urbanisation au sens de ces dispositions ; qu'ainsi, le moyen tiré de la méconnaissance de ces dispositions n'est pas fondé ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.111-18 du code de l'urbanisme alors applicable : «A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite parcellaire, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.» ; qu'une éolienne ne constitue pas un bâtiment au sens des dispositions de cet article dont la méconnaissance ne peut en conséquence être utilement invoquée ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme : «Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.» ;

Considérant que le hameau des Cabriérettes est distant de 550 mètres du parc éolien de Cabalas, en contrebas du plateau sur lequel le parc éolien est implanté ; qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que, dans ces conditions, compte-tenu du très faible risque de rupture des pales ou de chute du mât des éoliennes, et alors même que le plateau de Cabalas peut être concerné par des vents et des orages violents, les habitations du hameau des Cabriérettes soient soumises à un risque réel de projection de pales, de chute des mâts ou de projection de blocs de glace pouvant se constituer sur les pales ; que si, par un arrêté du préfet de l'Hérault en date du 11 février 2005, la commune de Joncels a été classée parmi les communes où sont répertoriés les risques liés aux effondrements et aux glissements de terrain, et que ce risque a motivé le premier refus de permis

de construire opposé le 19 mai 2006 à la demande de la Compagnie du Vent, l'avis de la direction départementale de l'équipement du 7 août 2007, qui fait référence au complément d'étude produit par la société s'agissant des fondations des éoliennes, prend acte de ce que le risque d'effondrement est nul sous réserve de deux sondages réalisés au droit des fondations envisagés par la société elle-même ; que, compte-tenu de ce dernier avis, le moyen tiré de ce que, en raison de l'instabilité du sous-sol du terrain d'assiette du projet litigieux, l'arrêté attaqué serait entaché d'erreur manifeste d'appréciation au regard du risque de chute des pylônes ou de rupture des pales, doit être écarté ;

Considérant que l'étude d'impact comporte une analyse acoustique des nuisances sonores que les éoliennes en litige sont susceptibles de générer pour les constructions avoisinantes ; que cette étude indique qu'au niveau du hameau des Cabriérettes, les émergences maximales admises par la réglementation, compte-tenu du plan de gestion sonore qui consiste en la mise en place d'un mode de fonctionnement réduit des éoliennes dit « mode III » et en un arrêt d'une ou plusieurs éoliennes en fonction de la vitesse du vent, ne seront pas dépassées ; que les requérants, qui se bornent à mettre en doute l'efficacité de ces mesures, n'établissent pas que ces dernières soient insuffisantes ; que, dans ces conditions, le moyen tiré de ce que le projet attaqué porterait atteinte à la sécurité et la salubrité au sens des dispositions de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme doit être écarté ;

Considérant que la circonstance que l'effet d'ombre portée induit par le projet de parc éolien puisse concerner le hameau des Cabriérettes, en l'absence de tout élément de nature à établir les risques pour la santé humaine liés à l'effet stroboscopique des éoliennes, et compte-tenu de ce que l'étude d'impact indique, pages 206 et 207, que les éoliennes pourraient être arrêtées temporairement en cas de gêne manifeste des habitants, ne permet pas de faire regarder la décision attaquée comme entachée d'erreur manifeste d'appréciation au regard des dispositions précitées de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant que les requérants, qui font référence à des rapports de l'Agence nationale des fréquences alertant sur les risques de perturbation des radars par les éoliennes, et aux travaux de la commission de compatibilité électromagnétique sur ce sujet, soutiennent que le projet de parc éolien litigieux est susceptible de perturber le fonctionnement du radar de Montpellier les Plans, situé à 3 kilomètres, alors que les travaux susmentionnés préconisent une distance minimale de 5 kilomètres ; que, d'une part, les documents produits émanant de l'Agence nationale des fréquences ne sont que des préconisations dépourvues de valeur réglementaire ; que, d'autre part, la société Compagnie du Vent précise que le terrain d'assiette du projet litigieux est concerné par une servitude liée au radar de Montpellier les Plans, qui consiste en une interdiction d'édifier des constructions qui dépasseraient une cote de 884 mètres au-dessus du niveau de la mer, et que cette servitude est bien respectée dès lors que le plateau de Cabalas est situé à une altitude comprise entre 650 et 730 mètres au-dessus du niveau de la mer et que les éoliennes ont une hauteur, pâle en position haute comprise, de 90 mètres ; qu'ainsi, la servitude liée au radar des Plans étant respectée, le moyen tiré de ce que l'arrêté attaqué porterait atteinte à la sécurité publique en raison de risque de perturbation de la circulation aérienne doit être écarté ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.111-21 du code de l'urbanisme : «Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.» ;

Considérant que le lieu d'implantation des éoliennes du Cap de Cabalas est situé dans la forêt domaniale de Joncels, en zone de montagne, dans la région naturelle des monts d'Orb, sur un plateau en ligne de crête à une hauteur comprise entre 650 et 730 mètres, dans un site concerné par une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type II, n° 04050 «plateau de l'Escandorgue» ; que si le plateau du Cap de Cabalas présente un certain intérêt paysager du fait de son caractère naturel, il ne ressort pas des différents montages photographiques que, compte-tenu du relief de ce secteur, le parc éolien litigieux porte atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux environnants ; que si, ainsi qu'il a été dit, le plateau du Cap de Cabalas est inclus dans le périmètre de la zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique du plateau de l'Escandorgue, il ressort de l'étude d'impact que le plateau de Cabalas est constitué de pelouses calcaires des terrains marno calcaires appartenant au Mésobromion dont l'ambiance «reste toutefois très méridionale», de différents types de fourrés et de plantation de pins et de cèdres, qui ne présentent pas un caractère particulier et que, compte-tenu de ce que les milieux ouverts seront préservés et de ce que les zones forestières sensibles abritant des rapaces seront évitées, l'impact sur l'avifaune est jugé faible ; que, dans ces conditions, le moyen tiré de ce que la décision attaquée serait entachée d'erreur manifeste d'appréciation au regard des dispositions de l'article R.111-21 du code de l'urbanisme doit donc être écarté ;

Considérant qu'aux termes de l'article R.111-15 du code de l'urbanisme: «Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L.110-1 et L.110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.» ; que si les requérants font valoir que la décision attaquée est, compte-tenu de l'impact des éoliennes sur le paysage et des nuisances induites pour les habitants du hameau des Cabriérettes, entachée d'erreur manifeste d'appréciation au regard des dispositions précitées de l'article R.111-15 du code de l'urbanisme, il résulte ce qui a été dit plus haut que le moyen doit être écarté ;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les fins de non-recevoir opposées par la société Compagnie du Vent, que le requérant n'est pas fondé à demander l'annulation de la décision contestée ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'aux termes de l'article L.761-1 du code de justice administrative : «Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.» ;

Considérant que les dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge de l'Etat, qui n'est pas dans la présente instance la partie perdante, une somme quelconque, au titre des frais exposés par M. RONSE et non compris dans les dépens ; qu'il n'y a pas lieu, en l'espèce, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de M. RONSE une somme, au même titre ;

DECIDE :

Article 1er : La requête présentée par M. RONSE est rejetée.

Article 2 : Les conclusions présentées par la société Compagnie du Vent au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 3 : Le présent jugement sera notifié à M. Vincent RONSE, au ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, et à la société Compagnie du Vent.

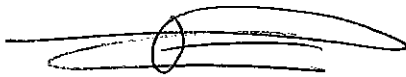
Copie en sera adressée au préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault.

Délibéré après l'audience du 17 décembre 2009, à laquelle siégeaient :

M. Moutte, président,
Mme Corneloup, premier conseiller,
M. Cabon, conseiller,

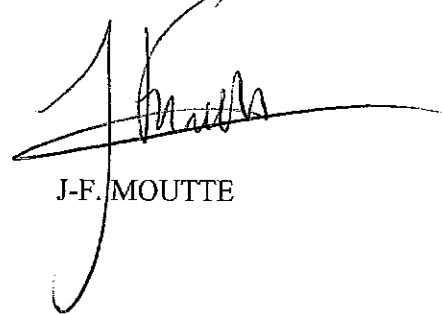
Lu en audience publique le 31 décembre 2009.

Le rapporteur,



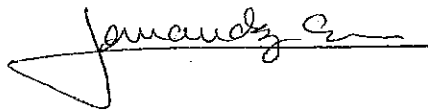
P. CABON

Le président,



J-F. MOUTTE

Le greffier,



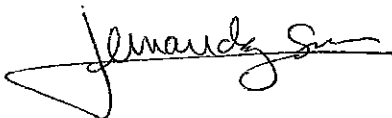
S. FERNANDEZ

La République mande et ordonne au ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Montpellier, le 31 décembre 2009.

Le greffier,



S. FERNANDEZ

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER
6 rue Pitot
CS 99002
34063 MONTPELLIER CEDEX 02

MONTPELLIER CTC
HERAULT
06-01-10
048 00 045050
C511 349650

€ R.F.
LA POSTE
004,70
SZ 101955



08/53

99002



1706 "Une adresse correcte, c'est une distribution directe"

COMPAGNIE DU VENT
CS 20756
650 RUE LOUIS LEPINE
34967 MONTPELLIER CEDEX 2

11011011

2C 023 727 6060 0

